



PROGRAMME
MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD

IRAK 2025 : UN PLURALISME DE FAÇADE AU SERVICE DU STATU QUO ?

Léna Loussert / Diplômée de l'Académie
diplomatique de Vienne et d'IRIS Sup

Février 2026



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Léna Loussert / Diplômée de l'Académie
diplomatique de Vienne et d'IRIS Sup



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**

Le programme de recherche Moyen-Orient/Afrique du Nord a pour fonctions de décrypter et de mettre en perspective des réalités politiques, économiques, sociales et géopolitiques mouvantes afin de fournir des clés de compréhension et un cadre d'analyse et d'aide à la prise de décision à l'attention des multiples acteurs des relations avec les pays de la région concernée.

Ses champs d'intervention sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

La vie politique irakienne connaît un moment charnière depuis les élections législatives du 11 novembre 2025, au cours desquelles les électeurs ont désigné les 329 membres du Conseil des représentants, le Parlement monocaméral de la République d'Irak. Ce scrutin s'est tenu dans un contexte de crise durable de légitimité du système politique, malgré les réformes engagées à la suite du mouvement de contestation d'octobre 2019 (*Tishreen*).

Fondé sur un partage confessionnel et ethnique du pouvoir (*muhasasa*), l'ordre politique irakien est régulièrement dénoncé pour son incapacité à produire une gouvernance efficace et responsable. Si le *Tishreen* a dénoncé les pratiques de corruption, de clientélisme et d'ingérence extérieure, les élections qui ont suivi ont jusqu'ici mis en évidence la capacité du système à absorber les chocs sans se réformer.

Plus qu'un simple exercice démocratique, ce scrutin révèle les rapports de force profonds du pays : recomposition des blocs, rôle pivot des partis kurdes et primauté des négociations de coulisses. Ces élections ouvrent-elles enfin la voie à une réforme du système, ou confirment-elles la survie d'un ordre capable de durer par l'inertie ?

UNE PARTICIPATION ÉLECTORALE ÉLEVÉE AUX SIGNIFICATIONS POLITIQUES AMBIVALENTES

À l'inverse des cycles précédents, le scrutin de novembre 2025 affiche une participation électorale à la hausse¹, et ce malgré un climat de défiance persistante à l'égard des institutions politiques. Cette mobilisation apparaît d'autant plus notable qu'elle s'est produite en dépit d'appels explicites au boycott lancés par des figures de proue, au premier rang desquelles Moqtada al-Sadr, chef du mouvement sadriste.

Là où l'abstention massive de 2021 traduisait un rejet pur et simple du système politique, le scrutin de 2025 suggère une évolution du rapport des électeurs à l'exercice électoral : il ne traduit pas une réconciliation avec le système politique, mais un pragmatisme électoral. Chez les jeunes urbains désillusionnés, le vote n'est plus perçu comme une adhésion au modèle en place, mais comme un levier stratégique pour influencer les rapports de force de l'intérieur. Dans ce contexte, le vote s'est imposé comme une stratégie : voter malgré le système plutôt que contre lui.

¹ Le taux de participation aux élections de novembre 2025 s'élève à 56,11% contre 41,04% en octobre 2021 ou encore 44,52% en 2018.

DES RÉSULTATS QUI TRADUISENT UNE RECOMPOSITION LIMITÉE DES RAPPORTS DE FORCE

Les résultats de 2025 dessinent un paysage politique fragmenté, où aucune force ne s'impose de façon décisive. La répartition des 329 sièges confirme cet éclatement : les alliances chiites disposent d'environ 187 sièges, les blocs sunnites de 77, et les partis kurdes de 56 (auxquels s'ajoutent 9 sièges réservés aux minorités)². En comparaison aux législatives de 2021, qui ont été suivies d'une crise politique durant onze mois, la recomposition est limitée. Si les Sadristes ont presque disparu de l'hémicycle, les grandes formations traditionnelles maintiennent leur influence. Cette recomposition limitée interdit toute majorité autonome et impose la construction d'alliances hétérogènes. Plus qu'une preuve de pluralisme, cette fragmentation est un frein : elle condamne les partis à des tractations centrées sur le partage des postes ministériels plutôt que sur la mise en œuvre d'un véritable projet de gouvernement. L'Irak s'expose ainsi, comme en 2021, au risque de blocages institutionnels prolongés.

LES PARTIS KURDES FACE À LA SCÈNE POLITIQUE NATIONALE

La représentation kurde reste centrale dans la vie politique irakienne, mais elle est marquée par des divisions internes. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), traditionnellement dominant, conserve 27 sièges, tandis que l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) en obtient près de 18. À ces forces s'ajoutent des partis émergents et des indépendants kurdes, qui fragmentent davantage la représentation. Dans le contexte post-électoral, les partis kurdes jouent un rôle pivot dans la formation des coalitions, en raison de leur poids décisif pour atteindre la majorité parlementaire. Les négociations nationales se concentrent sur plusieurs enjeux cruciaux : le budget fédéral et le partage des revenus pétroliers, le statut des territoires disputés comme Kirkouk, et la capacité du Kurdistan à peser sur les équilibres institutionnels nationaux. Cette position stratégique, combinée à la fragmentation interne, oblige les partis kurdes à un arbitrage constant. D'un côté, ils doivent satisfaire et faire entendre les intérêts régionaux vitaux - notamment le versement des salaires des fonctionnaires par Bagdad et la sécurisation de leurs revenus pétroliers. De l'autre, ils sont contraints d'investir les logiques nationales pour empêcher une recentralisation du pouvoir qui leur serait fatale. Ce dilemme fait du « vote kurde » une pièce maîtresse, mais aussi une

² Associated Press, « Iraq's Top Court Ratifies Election Results, Rejects Appeals », *AP News*, 27 December 2021, <https://apnews.com/article/iraq-elections-result-ratified-supreme-court-d3eb69b48df6580e66a5f77f1f88a7ba>.

source d'incertitude : l'issue de la formation du gouvernement dépend de leur capacité à unifier leurs revendications face aux blocs chiites³.

LA FORMATION DU GOUVERNEMENT : ENTRE NÉGOCIATIONS INSTITUTIONNELLES ET BLOCAGES POLITIQUES :

Le processus de formation du gouvernement illustre parfaitement le paradoxe irakien. Selon la Constitution de 2005, le Parlement doit d'abord élire un président de la République (traditionnellement kurde)⁴, lequel désigne ensuite un Premier ministre (chiite) chargé de former un cabinet. Pourtant, ce cadre institutionnel est largement court-circuité par la pratique. Si la *muhasasa* (partage confessionnel) vise l'équilibre entre les communautés kurdes, chiites et sunnites, la réalité du pouvoir se joue lors de négociations officieuses entre chefs de factions. Le choix du Premier ministre et la composition du cabinet ne répondent pas à un projet politique cohérent, mais à une logique de répartition des postes et des avantages clientélistes. Cette prédominance de l'informel sur le formel transforme chaque élection en une épreuve de force, condamnant l'Irak à des blocages prolongés et à une gouvernance de façade, incapable de traduire le pluralisme parlementaire en action publique effective.

QUELLES PERSPECTIVES POUR LA GOUVERNANCE IRAKIENNE ?

Les perspectives de gouvernance en Irak restent incertaines et contraintes par des obstacles structurels profonds. Sur le plan des réformes politiques, plusieurs promesses ont été avancées : réforme électorale visant à limiter la fragmentation du parlement, renforcement de la lutte contre la corruption et autonomie accrue de la justice. Cependant, ces initiatives se heurtent à des logiques clientélistes et à la prédominance des coalitions confessionnelles, qui continuent de déterminer la répartition des postes plutôt que la mise en œuvre de politiques publiques cohérentes et novatrices.

L'État irakien doit également composer avec ses contradictions internes. L'équilibre fragile entre centralisation et fédéralisme, illustré par les tensions entre Bagdad et le Kurdistan, limite la capacité à prendre des décisions unifiées. De même, les écarts entre légitimité populaire et légalité institutionnelle alimentent la défiance citoyenne et les risques de paralysie politique.

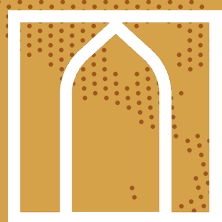
³ Adel Bakawan, *L'Irak : un État en quête de nation*. Herman, 2021

⁴ À noter que le Président de la République est « le symbole de l'unité du pays » et qu'il a pour objectif de préserver « l'unité de l'Irak » - Article 67 de la Constitution irakienne de 2005

Ces facteurs conjugués font peser sur l'Irak le risque d'un *statu quo* instable à moyen terme, où le pluralisme parlementaire coexiste avec une gouvernance inefficace et des blocages institutionnels récurrents.

Au-delà du simple constat d'un blocage institutionnel, le scrutin de novembre 2025 marque l'entrée de l'Irak dans une phase de « stagnation résiliente ». Si le système de la *muhasasa* parvient une nouvelle fois à se reconduire, c'est au prix d'un divorce de plus en plus marqué entre l'ingénierie électorale et la réalité socio-économique du pays. La véritable menace pour l'avenir de l'Irak ne réside plus seulement dans la fragmentation parlementaire, mais dans l'incapacité d'une classe dirigeante vieillissante à répondre aux nombreux défis de l'Irak. Plutôt qu'une transition démocratique, l'Irak semble expérimenter un pluralisme de neutralisation où chaque force politique dispose d'un droit de veto, condamnant le pays à une gestion de crise permanente plutôt qu'à une véritable stratégie de développement. L'enjeu des mois à venir ne sera pas seulement la formation d'un gouvernement, mais la capacité de l'Irak à éviter que cette inertie politique ne débouche sur une nouvelle rupture brutale avec la volonté populaire.

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
**MOYEN-ORIENT/
AFRIQUE DU NORD**



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.